

ALIMENT**TERRE**

FESTIVAL DE FILMS DOCUMENTAIRES



© Hajo Schomerus

10 BILLION, WHAT'S ON YOUR PLATE?

Un film de Valentin Thurn



Comité Français pour
la Solidarité Internationale

www.cfsi.asso.fr
www.festival-alimenterre.org
www.alimenterre.org

Avec le soutien de :



fondation
daniel & nina carasso
sous l'égide de la Fondation de France





SOMMAIRE

LE FILM : 10 BILLION, WHAT'S ON YOUR PLATE?	2
PRÉCISIONS SUR LE FILM	5
Évolution démographique : quelles prévisions pour 2050 ?	5
Quelques exemples d'alternatives pour nourrir la planète présentées dans le film	5
LA THÉMATIQUE	9
MONDIALISATION, INDUSTRIALISATION ET RÉVOLUTION VERTE : APPORTS ET LIMITES	9
L'essor de l'agriculture industrielle	9
Libéralisation des échanges et concentration du secteur agroalimentaire	10
L'alimentation, à la croisée des grands défis actuels	11
DES ALTERNATIVES POUR NOURRIR LA PLANÈTE	12
L'agriculture familiale	12
L'agroécologie	13
Le consommateur local à travers des circuits-courts de distribution plus responsables et solidaires	13
Innover et valoriser les savoirs locaux pour nourrir la planète	14
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	15
Profil d'intervenants potentiels	15
Questions d'entrée dans le débat	15
Comment agir ici ?	15
Outils d'animation	15
Filmographie	16
Bibliographie	16

LE FILM : 10 BILLION, WHAT'S ON YOUR PLATE?¹

SYNOPSIS

Valentin THURN/*Celluloid Fabrik, Prokino & Thurnfilm/2015/100'/VOSTF*



En 2050 nous serons près de 10 milliards d'êtres humains sur la planète. Petite plongée au cœur des systèmes alimentaires mondialisés, montrant les limites du marché de l'agriculture conventionnelle et allant à la rencontre des alternatives qui voient le jour tout autour de la planète : viande artificielle, insectes, poissons OGM, fermes laboratoires, villes en transition et anti gaspi sont à l'affiche de cette formidable épopée dans le monde de demain à la recherche d'une réponse aux enjeux explosifs de la sécurité alimentaire. [Bande annonce](#)

NOTRE AVIS

Provocant, Valentin Thurn nous livre une fois de plus son regard incisif sur le monde et ses modes d'alimentation. La diversité des points de vue exposés fait de cette enquête globale un excellent support de débat qui ravira les adultes et les jeunes dès 16 ans. C'est un film riche, original, qui offre des solutions et nous questionne directement sur nos modes de consommation.

LE RÉALISATEUR



Né en 1963 à Stuttgart en Allemagne, Valentin Thurn est documentariste, diplômé de l'école de journalisme de Munich. Propriétaire de sa société de production, THURN FILM, depuis 1994, il est l'auteur de plus d'une quarantaine de documentaires sur des problématiques socio-éducatives et environnementales, et des productions pour la radio et télévision allemande et suisse. Fervent défenseur de l'environnement, il fonde en 1993 avec des journalistes de plus de 50 pays, la Fédération internationale des journalistes environnementalistes. Il occupe parallèlement le poste de porte-parole

du groupe national de travail « coopération environnementale avec l'Europe de l'Est », au sein de l'association pour la conservation de la nature allemande (BUND, 1990-1994). De 1994 à 1997, il est membre du conseil consultatif de la Fondation Heinrich Böll pour des projets environnementaux en Europe de l'Est et siège en tant que membre du jury au Reporting Award¹ de la biodiversité pour les journalistes de Colombie, Bolivie et Guatemala (1999-2002). Outre son travail pour la télévision et l'enseignement, Valentin Thurn a également publié des livres. Il est aussi le rédacteur en chef du documentaire sur la désertification Terre du désert. Ses nombreuses réalisations ont été récompensées par plusieurs nominations.

Filmographie : *Food Savers*, 2013 ; *Food for thought*, 2008 ; *Taste the waste*, 2011 ; *Enfants pauvres dans une Europe riche*, 2006

¹ 10 milliards, qu'aurez-vous dans votre assiette ?

INTENTION ET CONTEXTE DE TOURNAGE

« 10 billion, what's on your plate ? » a une relation directe avec le film « Taste the waste », sélection du Festival ALIMENTERRE 2013, qui traite du gaspillage alimentaire. Afin de comprendre ce système dans lequel il est rentable de gaspiller 1/3 de la

« Il faut oser rêver un peu plus ».
Valentin Thurn

récolte mondiale, Valentin Thurn s'est lancé dans des recherches qui ont abouti à ce documentaire. En partant de l'idée selon laquelle l'agriculture biologique produirait moins que l'agriculture conventionnelle, la réalisation du film permet de comprendre qu'au niveau mondial, ce constat est faux. Valentin Thurn propose des solutions et laisse la possibilité au spectateur de se construire sa propre opinion sur les différentes pratiques agricoles sans poser de regard accusateur sur l'agro-industrie. Ce film est un outil de compréhension du système qui, pour le réalisateur ne peut pas être compris comme une solution pour la faim. L'objectif du film est de montrer les solutions qui s'offrent aujourd'hui en incluant ce que Valentin Thurn appelle les « solutions tricheuses » comme les OGM par exemple.

Par ailleurs, Valentin Thurn, a mis en place dans sa ville de Cologne un Food Policy Council (unique en Allemagne) et tente ainsi de montrer qu'il est possible de faire beaucoup de choses au niveau local. Idée importée des USA, ce conseil tend à rapprocher diverses parties prenantes afin de promouvoir un système alimentaire local tout en proposant des recommandations pour que le système actuel change.

Le prochain film de Valentin Thurn ne développera pas la problématique de l'alimentation mais donnera plutôt une vision futuriste du monde car pour lui, on finit trop souvent par juste « continuer » sans réellement prendre en compte les alternatives.

SÉQUENÇAGE

Inégalités alimentaires mondiales et défi agricole ?

00:00:00 à 00:02:56

Alors qu'un homme sur trois manque de nourriture dans le monde et que les estimations prévoient que la population atteindra 10 milliards de personnes en 2050, quels sont les défis auxquels nous sommes confrontés au niveau alimentaire ? La quantité de nourriture disponible est suffisante mais l'accès à cette nourriture reste très inégal. Alors comment l'agriculture pourra-t-elle nourrir tout le monde ?

La lutte contre la privatisation des semences

00:02:56 à 00:13:56

Les semences sont la base de notre alimentation. Mais elles ont été privatisées par de grosses multinationales telles que Monsanto, Bayer ou Limagrain. Il s'agit d'un accaparement d'un bien commun en tant que propriété exclusive des agro-industriels. Pour ces industries il s'agit de garantir une alimentation pour tous sur le long terme par l'amélioration des rendements, mais pour les agriculteurs cela signifie dépendance, endettement et problème de santé.

Agriculture industrielle ou biologique face à une demande de nourriture toujours plus forte

00:13:56 à 00:48:52

Etat des lieux des différentes pratiques agricoles à travers le monde. Extraction d'engrais chimiques et artificiels contre engrais vert à base de trèfle en Allemagne ; production de masse de volaille en Inde contre production biologique de viande en Allemagne, production

industrielle de soja pour le bétail européen - au détriment des producteurs locaux - contre production locale de fourrage, etc.

Des solutions industrielles, génétiques et financières non viables

00:48 :52 à 01 :09 :06

Des solutions techniques existent et se développent pour résoudre le défi de nourrir 10 milliards de personnes en 2050. Le film propose quelques-unes de ces solutions en passant par le Japon où une usine de légumes serait cent fois plus productive que la terre, le Canada où des poissons sont génétiquement modifiés ou encore les Pays-Bas où des scientifiques produisent de la viande en laboratoire à base de cellules souches. Mais ces solutions ne restent-elles pas cantonnées à un système industriel dirigé par les lois de la bourse ?

Des solutions durables

00:48 :41 à 01 :38 :40

Rendre la terre aux paysans afin de lutter réellement contre la faim, échapper à la dépendance des marchés mondiaux, retrouver une indépendance dans la chaîne alimentaire, soutenir une agriculture à petite échelle, produire pour sa propre consommation,... Voilà autant de propositions que délivrent le film et des acteurs engagés.

PROTAGONISTES

- Liam Condon - Président de BayerCrop Science ;
- Johan Botterman - Directeur de la recherche chez BayerCrop Science ;
- Kusum Misra - Responsable d'une banque de graines ;
- Professeur Andreas Gransee - Directeur de la recherche chez Kali + Salz AG ;
- Felix zu Löwenstein - Agriculteur biologique ;
- Bangaruswami Soundararajan - Président de Suguna Chicken ;
- Karl Schweisfurth - Agriculteur biologique ;
- Jes Tarp - Président d'un grand groupe asiatique ;
- Katerina Alberto – Agricultrice ;
- Bernd Schmitz - Producteur de lait biologique ;
- Professeur Haruhiko Murase - Université d'Osaka ;
- Shinji Inada - Directeur de Spread Inc. ;
- Professeur Toyoki Kozai - Université de Chiba ;
- Ronald Stotish - Directeur de AquaBounty;
- Dawn Runighan - Responsable de la ferme piscicole ;
- Professeur Mark Post - Université de Maastricht, créateur du premier burger de bœuf créé in vitro ;
- Jim Rogers - Gestionnaire de fonds de couverture - Fondateur du Rogers International Commodity Index (indice boursier) ;
- Rob Hopkins - Fondateur de Transition Town Network;
- Fanny Nanjiwa – Agricultrice au Malawi ;
- Will Allen - Fondateur de l'association Growing Power Community Food Center ;

- Hilke Deinet – Agricultrice soutenue par la communauté – Bonn Allemagne ;
- Mary Clear - Fondatrice de Incredible Edible (Les Incroyables Comestibles) ;

MOTS-CLÉS

Sécurité alimentaire, agroécologie, droit à l'alimentation, changement climatique, souveraineté alimentaire, agriculture conventionnelle, agriculture biologique, agriculture urbaine, consommer local, semences.

PRÉCISIONS SUR LE FILM

Évolution démographique : quelles prévisions pour 2050 ?

D'après les prévisions des Nations unies², la population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'habitants en 2050 et 11,2 milliards en 2100 contre 7,4 milliards en 2016.

- L'Afrique recensera environ un quart de la population mondiale en 2050, avec environ 2,5 milliards de personnes ;
- L'Europe connaîtra une baisse de sa population, passant de 739 millions d'habitants en 2016 à 707 millions en 2050 ;
- L'Amérique passera de 1 milliard d'habitants en 2016 à 1,2 milliard en 2050.
- L'Asie connaîtra une explosion démographique en passant de 4,4 milliards d'habitants en 2016 à 5,3 milliards en 2050,
- L'Océanie verra sa population passer d'environ 40 à 57 millions d'ici 2050.

Quelques exemples d'alternatives pour nourrir la planète présentées dans le film

Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)

Trois multinationales contrôlent plus de 50 % du marché des semences. Elles proposent des graines de variétés génétiquement modifiées plus résistantes aux aléas tels que la qualité des sols, la raréfaction de l'eau, les attaques de ravageurs, les maladies et parasites, etc. Les modifications génétiques concernent aussi certaines espèces animales, dans un objectif de consommation humaine. Deux variétés font particulièrement débat : le saumon « AquaAdvantage » (AquaBounty Technologies), autorisé en novembre 2015 aux Etats-Unis puis interdit en janvier 2016³ et le cochon « Enviropig » (Université de Guelph, Canada)⁴ qui attend toujours son autorisation de mise sur le marché.

Focus sur les OGM

« Un Organisme Génétiquement Modifié est un être vivant (plante, animal, bactérie...) dont le patrimoine génétique a été modifié artificiellement pour lui conférer une caractéristique nouvelle. Cette modification est faite par ajout, suppression ou remplacement d'au moins un

² Nations unies, <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

³ Inf'OGM, Etats-Unis : le saumon OGM autorisé...puis suspendu. Avril 2016. www.infogm.org/5876-saumon-OGM-autorise-etats-unis

⁴ Inf'OGM, Existe-t-il des animaux transgéniques. Novembre 2015. www.infogm.org/-ogm-animaux-transgeniques-

gène, par la technique de transgénèse.⁵ » La directive européenne 2001/18 du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001 considère comme OGM tout : « organisme, à l'exception des êtres humains, dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle⁶. » Cette directive répertorie les diverses techniques de modification génétique : elle s'applique à la transgénèse (OGM classiques) mais exclut la mutagénèse (nouveaux OGM).

De nombreux chercheurs s'investissent dans cette course contre la montre afin de pouvoir nourrir 10 milliards de personnes dans une trentaine d'années. Des alternatives scientifiques aux altérations génétiques des corps (végétaux ou animaux) sont en marche pour répondre à ces problèmes de croissance démographique et d'alimentation, d'agriculture et d'environnement. Les OGM sont critiqués par leurs opposants pour les risques environnementaux et de santé publique qu'ils posent, parce qu'ils représentent un mode d'appropriation du vivant par des intérêts privés et que leur accès coûteux en exclut les producteurs les plus pauvres.

Les usines à légumes

Pour répondre aux objectifs du développement durable une nouvelle forme d'agriculture high-tech voit le jour. En pleine expansion au Japon, elle se développe aussi en France, avec par exemple la Ferme Urbaine Lyonnaise (en partenariat avec l'INSA de Lyon)⁷. Ces fermes usines proposent une agriculture hors sol pour la production de légumes (actuellement seulement quelques variétés de salades). Elles se définissent comme respectueuses de l'environnement avec des productions de proximité, sans pesticides et peu consommatrices en eau. Au Japon, il existe 250 usines à légumes, certaines pouvant produire jusqu'à 21 000 laitues par jour, capables d'alimenter plus de 2 000 supermarchés⁸. Ces solutions exigent la mobilisation de capitaux importants.

La production de viande In vitro

Cette viande n'existe qu'à titre d'expérimentation scientifique. Un steak à l'unité vaut actuellement 250 000 €, mais il a vocation à s'universaliser et devenir consommable et rentable. D'après le professeur Mark Post, inventeur du steak in vitro, les qualités gustatives ne sont pas altérées pour cette viande reconstituée à base de cellules de muscle de vache. Ces recherches tentent de mettre au point une viande n'ayant pas les impacts environnementaux, sanitaires et économiques habituels de la production et la consommation de viande. Soit une viande qui répond à la nécessité de nourrir 10 milliards de personnes, en ne tuant pas d'animaux et en ne promouvant pas l'élevage intensif, très nocif pour l'environnement et le bien-être animal.

Exemple du film

Suguna Chicken en Inde qui produit 7 millions de poulets par jour ou encore la production délocalisée du soja au Mozambique destinée à nourrir les animaux d'élevage à l'autre bout du monde

⁵ Consommer et produire sans OGM en région Centre.

www.consommeursansogmenregioncentre.org/sinformer/quest-ce-que-ogm.html

⁶ Directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001. <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32001L0018>

⁷ Bio à la Une, Les fermes usines à légumes arrivent en France. Février 2016. www.bioalaune.com/fr/actualite-bio/31560/fermes-usines-legumes-arrivent-en-france

⁸ Spread Inc. <http://spread.co.jp/en/company/>

Le réseau des villes en transition, fondé par Rob Hopkins, Angleterre

Le mouvement des « villes en transition » a été initié par Rob Hopkins, enseignant en permaculture, en 2006 dans la ville de Totnes au Sud de l'Angleterre. Aujourd'hui internationalisé, ce mouvement se fonde sur deux objectifs : apprendre à vivre sans pétrole et lutter contre le dérèglement climatique ; mettre en place des actions locales et concrètes afin de conscientiser les citoyens d'un territoire.

L'échelle du « local » est centrale dans les villes en transition. Relocaliser l'économie, en créant une monnaie locale ou des jardins partagés permet aux citoyens d'être mieux impliqués dans une dynamique de territoire, en développant un sentiment plus fort d'appartenance à une collectivité, qui favorise les convergences des initiatives. Ils peuvent alors co-construire les solutions qu'ils veulent mettre en place pour l'avenir. Les monnaies locales sont un symbole fort de la relocalisation de l'économie et elles représentent, selon le philosophe Patrick Viveret, interviewé dans Le Monde, « *un réaffirmement du territoire. [Elles] servent l'économie réelle avec une valeur ajoutée sociale et humaine. Redynamiser l'économie locale est l'objectif principal de ces monnaies alternatives*⁹. »

<https://transitionnetwork.org/>

Growing Power Community Food Center, Jardinage urbain – Will Allen - Milwaukee, États-Unis

A ses débuts en 1993, Growing Power était une organisation œuvrant auprès de jeunes à la recherche d'un endroit pour travailler. Will Allen était un agriculteur qui possédait des terres. Il a ainsi mis en place un programme qui offrait à ses jeunes une opportunité de travailler à la fois dans son magasin et en rénovant les serres de sa ferme. Will Allen, par son organisation, lutte pour une justice sociale, alimentaire et écologique. Aujourd'hui Growing Power est devenu un vrai musée vivant pour les jeunes, les agriculteurs, les producteurs, etc. et permet l'échange de nombreuses idées. L'organisation propose des zones d'entraînement aux différentes techniques : système aquaponique, vermiculture, compost, permaculture, etc. Will Allen a ouvert au total 4 fermes et l'agriculture urbaine s'est développée dans le monde sur une superficie équivalente à un territoire grand comme l'Union européenne.

www.growingpower.org/

L'agriculture urbaine

Pour la FAO¹⁰, l'agriculture urbaine participe à l'enjeu d'approvisionnement alimentaire des villes des pays du sud dont la croissance est très rapide. D'un point de vue alimentaire, l'agriculture urbaine n'a pas vocation à nourrir les villes, qui sont dépendantes des campagnes pour leur approvisionnement en aliments. Les villes peuvent difficilement produire l'intégralité de leur alimentation sans occasionner des coûts environnementaux conséquents. L'agriculture en zone rurale est essentielle pour maintenir une production agricole en accord avec les cycles naturels et suffisante pour nourrir l'humanité à long terme.

Néanmoins, l'agriculture urbaine rend des services autres que la seule production alimentaire. Elle permet la réappropriation de l'espace public par les citoyens et possède ainsi un réel objectif social, celui de recréer du lien et une dynamique de territoire en développant un sentiment d'appartenance à une collectivité plus forte et en favorisant les convergences des initiatives (tout comme le mouvement des « villes en transition » puisque l'agriculture urbaine peut être pratiquée dans ce type de mouvement alternatif – exemple de la ville de Totnes en

⁹ Le Monde. En complément de l'euro, les monnaies locales séduisent de plus en plus. Mai 2015. www.lemonde.fr/economie/article/2015/05/22/en-complement-de-l-euro-les-monnaies-locales-seduisent-de-plus-en-plus_4639088_3234.html#4y6FTIm7BBzLS66E.99

¹⁰ Agriculture urbaine et sécurité alimentaire. www.fao.org/Newsroom/fr/news/2005/102877/index.html

Grande-Bretagne). Elle participe également à l'enrichissement de la biodiversité urbaine. Elle a aussi l'avantage de remettre la production alimentaire au cœur du débat public, de favoriser l'autosuffisance alimentaire à petite échelle grâce à l'aspect pédagogique corrélé à ces espaces.

Le réseau « Agriculture soutenue par la communauté » au Québec

« L'agriculture soutenue par la communauté » se fonde sur un partenariat ferme-citoyen et relie les consommateurs à la terre, soutient l'économie locale, permet aux agriculteurs de vendre à un prix juste et rémunérateur. Le principe est simple, des agriculteurs locaux pratiquant une agriculture durable cultivent les produits et nourrissent la communauté. En retour, celle-ci assure le financement et assume les risques et les bénéfices. Ces mouvements s'organisent en fonction de la communauté. La structuration peut varier d'une ferme à l'autre.

Incredible Edible (Les Incroyables Comestibles), Mary Clear, Angleterre

L'initiative Incroyables Comestibles, Incredible Edible en anglais, a commencé en 2008 en Angleterre dans la petite ville de Todmorden. Dans cette ville touchée par la désindustrialisation et un taux de chômage important Pam Warhurst, conseillère de développement local, et Mary Clear, anciennement agent communautaire, souhaitent lutter pour une autosuffisance alimentaire des territoires et une nourriture saine et partagée pour tous. En plantant des légumes dans la ville, accessibles à tous, elles souhaitent ainsi recréer le lien social et remettre un peu de justice sociale et alimentaire.

En 2012, cette initiative a traversé la Manche et est arrivée en France. Aujourd'hui, le mouvement s'est implanté dans plus de 80 villes sur le territoire mais aussi dans plusieurs pays d'Europe et à travers le monde.

<http://lesincroyablescomestibles.fr/>

Les banques de semences paysannes

Depuis un peu plus d'un siècle, le marché des semences s'est progressivement transformé en un marché géré par des multinationales, les semenciers, capables de faire pression sur les réglementations liées à la reproduction des semences par les paysans (Bayer, Monsanto, Limagrain, etc.). En réaction à cette évolution, et dans l'objectif d'assurer l'autonomie des paysans, des banques alternatives proposent tout un panel de semences paysannes parfois très anciennes reflétant la diversité des variétés, pour assurer le maintien d'une biodiversité adaptée à la pratique agricole sur chaque territoire.

A voir dans le cadre du Festival 2016

« La Guerre des Graines » de Clément Montfort et Stenka Quillet

LA THÉMATIQUE

Comment nourrir 10 milliards de personnes en 2050 tout en préservant la planète ?

Aujourd'hui, 1 personne sur 9 dans le monde est sous-alimentée¹¹. Les causes de la faim découlent d'une combinaison d'enjeux économiques, politiques, socioculturels et environnementaux. Il ne s'agit pas d'un problème d'indisponibilité alimentaire, mais plutôt d'un problème d'accès à l'alimentation (pauvreté) ou aux moyens de la produire (terre, eau, semences).

Depuis les années 1990 et le Sommet mondial de l'alimentation (1996), la communauté internationale a pris des engagements pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde. Elle a proposé les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000, puis les Objectifs du Développement Durable (ODD) en 2015. Les ODD 2, 12 et 13, adoptés par les États membres des Nations unies sont explicites : « faim zéro » pour « *éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable*¹² », « consommation et production responsables » pour « *établir des modes de consommation et de production durables* » et enfin « *prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions* ».

MONDIALISATION, INDUSTRIALISATION ET RÉVOLUTION VERTE : APPORTS ET LIMITES

L'essor de l'agriculture industrielle

Avec la seconde Guerre Mondiale, la production européenne de denrées alimentaires s'est écroulée. Aidée par les fonds américains du plan Marshall, l'Europe entreprend une transformation de son système de production pour recouvrer au plus vite son indépendance alimentaire. Grâce aux progrès techniques réalisés depuis la révolution industrielle au XIXe siècle et au cours des deux guerres, l'agriculture se mécanise, les rendements et la productivité du travail augmentent tout en réduisant la pénibilité. De plus, elle fait appel à l'utilisation d'engrais conçus à base des produits chimiques provenant des explosifs de guerre dans le but d'écouler les stocks. Cette agriculture dite intensive produit plus avec moins de main d'œuvre. Elle favorise la concentration des terres (aidée par les politiques agricoles de l'époque) entre les mains de quelques exploitants, qui produisent en surplus et se tournent vers les marchés mondiaux pour écouler cette production.

L'industrialisation des systèmes agricoles a longtemps été considérée comme un symbole de la modernisation de l'agriculture entraînant : intensification de la production, augmentation apparente de la compétitivité des nouvelles exploitations agricoles et baisse des prix de vente. Ainsi « *les gains de productivité agricole obtenus ont été rapides et élevés. De 1961 à 1992, la population mondiale a augmenté de 75 %, alors que la production agricole a augmenté de 105 %. Les gains de productivité ont entraîné une très forte baisse des prix agricoles : selon les produits, ces prix ont été divisés par 2, 3 ou 4 au cours de la seconde moitié du 20e siècle*¹³. »

Ce modèle de développement agricole ne tarde pas à être reproduit dans les pays dits du Sud. Les petits agriculteurs sont encouragés à se spécialiser sur certaines cultures et à adopter des techniques de production plus productives. Les efforts sont mis sur la mécanisation : tractation animale ou engin à moteur, les systèmes d'irrigation, la sélection de

¹¹ Programme Alimentaire Mondial, Lutter contre la faim dans le monde, <https://fr.wfp.org/faim/faq>

¹² Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), www.undp.org/content/undp/fr/home/sdgoverview/post-2015-development-agenda/goal-2.html

¹³ Systèmes alimentaire et sécurité alimentaire : comprendre et agir, Direction de Santé Publique de Montréal, Equiterre, Février 2005, p.15. www.equiterre.org/sites/fichiers/systeme-securite-alimentaire.pdf

semences à haut rendement et l'intégration d'intrants chimiques à la production. Cela rend les paysans hautement dépendants des fournisseurs d'intrants, mais également des acheteurs et distributeurs de matières premières agricoles. Les grandes exploitations en monoculture (soja, maïs, riz, palmier à huile, bananes, etc.), souvent destinées à l'exportation (« cultures de rente »), se renforcent et sont souvent considérées comme des priorités économiques pour les pays. Elles sont largement industrialisées, faisant appel à de nombreux intrants mécaniques, chimiques, etc.

Malgré une volonté politique d'étendre l'industrialisation des systèmes agricoles dans les pays en développement (notamment pour répondre aux exigences économiques des plans d'ajustements structurels du FMI et de la Banque Mondiale), l'agriculture familiale continue de jouer un rôle fondamental en termes d'emplois, alimentation – elle fournit 70 % de l'alimentation – et joue un rôle dans la préservation de l'environnement.

Libéralisation des échanges et concentration du secteur agroalimentaire

La seconde moitié du XXe siècle a aussi été celle de l'accroissement des échanges internationaux. Au début du XXIe siècle, « *un tiers environ de la production mondiale participe aux échanges internationaux*¹⁴ ». Cela a été rendu possible grâce à des politiques de libéralisation du commerce extérieur soutenues par des accords internationaux :

- A partir de 1948, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade - **GATT**) définit les règles du commerce international et élimine progressivement les droits de douane et les barrières non douanières (réglementations, normes) sur les produits industriels et manufacturés ;
- En 1995, l'**Organisation mondiale du commerce** (OMC) le remplace. L'agriculture rentre dans les accords de libre-échange. Selon la théorie économique classique, la mise en concurrence ne peut qu'améliorer l'efficacité économique notamment par la réduction globale des prix.

Cette intensification des échanges favorise les acteurs du secteur agroalimentaire aux capacités les plus importantes et qui bénéficient d'un soutien important des États. On assiste alors à une concentration du secteur agroalimentaire entre les mains de quelques acteurs économiques, de plus en plus influents sur les politiques commerciales et agricoles.

La libéralisation du secteur agricole rend de plus en plus difficile l'accès à la nourriture et principalement pour les personnes déjà en grande précarité notamment dans les zones rurales. Aujourd'hui, les paysans se retrouvent dans l'incapacité de faire face à leurs concurrents technicisés bénéficiant d'avantages compétitifs et qui accaparent des terres agricoles toujours plus nombreuses (land-grabbing). Les petits producteurs agricoles deviennent alors de plus en plus marginalisés et acculés à devenir soit des ouvriers agricoles sur de grandes exploitations soit à migrer vers les villes. Ainsi, ils sont souvent exclus et ont difficilement accès aux marchés rémunérateurs.

Point d'actualité sur les APE, en cours de négociation

Les accords de partenariats économiques (APE) sont des accords de libre-échange en cours de négociation entre l'Union européenne et les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP). Ils font suite à la convention de Lomé qui donnait aux pays ACP un libre accès au marché européen sans obligation de réciprocité, selon la doctrine de l'aide par le commerce et qui a dû être renégocié pour cause de non-conformité avec les règles de l'OMC. L'Afrique de l'Ouest, comme d'autres régions, doit désormais négocier des APE pour continuer à exporter librement vers l'UE.

¹⁴ Les principales tendances du commerce international et du commerce des produits agricoles www.fao.org/docrep/003/X7352F/x7352f01.htm

Avec cet accord, 82 % des produits UE pourront entrer librement en Afrique de l'Ouest alors qu'on estime que seulement 6 % des produits de cette région sont plus compétitifs que ceux de l'Union européenne. Cela entraînera une perte énorme de recette douanières pour les États, minera les efforts d'intégration régionale et obligera à terme les pays africains à donner des avantages comparables à leurs autres partenaires commerciaux, précipitant ainsi l'intégration de l'Afrique dans le marché mondial. Dans les faits, l'accès au marché européen reste difficile compte tenu des barrières non tarifaires (normes sanitaires). L'APE menace une partie de l'artisanat, de l'industrie et de l'agriculture en Afrique de l'Ouest (PME et exploitations familiales). Pourtant, 13 des 16 États d'Afrique de l'Ouest ont signé l'accord, encouragé par un chantage à l'aide de la part des pays européens. Dans l'avenir d'autres négociations sont prévues qui porteront sur la libéralisation des investissements et des services.

Le CFSI propose avec d'autres ONG françaises une pétition pour dire non à la ratification des APE avec l'Afrique de l'Ouest : <http://www.cfsi.asso.fr/actu/stoppons-laccord-partenariat-economique-appauvrirait-lafrique-louest>

Plus d'infos : Tiré à part Alternatives Economiques / CFSI, octobre 2016

L'alimentation, à la croisée des grands défis actuels

L'agriculture du XX^e siècle s'est en grande partie fondée sur deux disciplines scientifiques : la chimie et la mécanique. L'objectif était de produire plus, avec une vision illimitée de la ressource, une uniformisation des modes de production et une spécialisation du monde agricole et alimentaire. Insérée dans un système mondialisé, elle a certes apporté aux consommateurs des avantages notamment en termes de prix et de sécurité sanitaire dans les pays du Nord, mais elle a des impacts sociaux, environnementaux, et culturels fortement négatifs dans le monde entier :

- les activités agricoles (changement d'affectation des sols) sont responsables d'un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre (2011) ;
- l'utilisation importante de pesticides est pointée du doigt. Selon l'OMS, « les pays en développement qui n'utilisent que 25 % des pesticides produits dans le monde, enregistrent 99 % des décès dus à ce type d'intoxication »¹⁵ ;
- « La mondialisation fragmente les filières par une division croissante du travail et un allongement des distances, entre d'une part, les sites de production agricole, et d'autre part, le lieu d'achat et de consommation des aliments » selon Jean-Louis Rastoin ;
- alors que nous produisons suffisamment pour nourrir la planète, plus de 800 millions de personnes souffrent encore de la faim, principalement des personnes vivant en zones rurales.

« L'avancée d'une production, d'une distribution et d'une consommation de masse et standardisées, spécialisées, concentrées, globalisées et financiarisées »¹⁶, est remise en question par nombre de chercheurs, ONG, organisations, citoyens.

Comme le témoigne Resolis¹⁷, « outre sa fonction nourricière, l'alimentation est à la croisée de quelques-uns des grands défis actuels : gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, promotion d'activités économiques locales et développement territorial, création d'emplois et distribution de revenus... ».

¹⁵ Organisation Mondiale de la Santé (OMS). www.who.int/mediacentre/news/notes/2004/np19/fr/

¹⁶ Systèmes alimentaires territorialisés en France, 100 initiatives locales pour une alimentation responsable et durable, Journal Resolis #4, mars 2015

¹⁷ Ibid.

DES ALTERNATIVES POUR NOURRIR LA PLANÈTE

Selon Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, « *l'augmentation de la production alimentaire [est nécessaire mais] n'est pas suffisante*¹⁸ ». En effet, une réelle transformation des méthodes de production vers des modes plus durables, des accords économiques et commerciaux, de la qualité de l'alimentation doit être pensée de façon systémique et opérée pour assurer durablement l'accès à l'alimentation pour tous. Cela amène à repenser la « *façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture* » (définition du concept de système alimentaire)¹⁹.

De nombreux acteurs se mobilisent pour répondre à cet enjeu. En France, et dans le monde, ils œuvrent pour une reterritorialisation de la production, transformation et consommation de l'alimentation qui donne priorité à une agriculture paysanne familiale, si possible issue de l'agroécologie²⁰.

L'agriculture familiale

L'agriculture paysanne familiale « se caractérise par le lien organique entre l'unité de production et la famille exploitante, par opposition à l'agriculture entrepreneuriale dont le capital appartient à des acteurs déconnectés de l'activité productive²¹ ». Elle produit plus de 70 % des aliments consommés dans le monde²² en utilisant 30 % des ressources agricoles (terre, eau, outils, crédits, etc.) alors que le ratio est exactement l'inverse pour l'agriculture industrielle²³. A l'échelle de la planète, elle est, de façon majoritaire, réalisée sur de petites (voire très petites) surfaces, puisque sur les 500 millions d'exploitations familiales mondiales, 95 % font moins de cinq hectares. Néanmoins, elle est le premier fournisseur d'emploi dans le monde en regroupant 40 % des actifs soit plus de 2,6 milliards d'agriculteurs familiaux²⁴. Ce type d'agriculture est mieux à même que le modèle industriel²⁵, de relever trois grands défis globaux : nourrir les hommes, préserver l'environnement et lutter contre la pauvreté²⁶ :

- **Nourrir les hommes** : c'est-à-dire produire, en quantité suffisante, une alimentation saine destinée à la consommation humaine. Les petites exploitations familiales sont souvent plus productives et durables par unité de terre et d'énergie consommée. Une plus grande intensification de la production dans ces petites exploitations est possible, d'importantes marges de progression des rendements existent.
- **Préserver l'environnement** : c'est-à-dire protéger les écosystèmes et les ressources naturelles. Les liens étroits avec le milieu et la notion de patrimoine à transmettre à ses descendants incitent les agriculteurs familiaux à gérer de façon optimale les ressources du milieu exploité.
- **Lutter contre la pauvreté** : c'est-à-dire créer des revenus et de l'emploi en milieu rural (et donc limiter la pauvreté et l'exode). L'agriculture familiale est génératrice de capital pour les familles. En matière de lutte contre la pauvreté, la croissance de l'agriculture est en moyenne deux fois plus efficace que celle des autres secteurs, comme l'a indiqué la

¹⁸ Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, Nations Unies, Conseil des Droits de l'Homme, AG du 20 décembre 2010. www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf

¹⁹ Malassis, 1994

²⁰ Tiré à part Alternatives économiques / CFSI, octobre 2016, p.14

²¹ Alternatives économiques n°338 bis. Septembre 2014, p.4

²² www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/alter-eco-2014-ouverture.pdf

²³ Ibid.

²⁴ www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/Food%20Poster_Design-Sept042013.pdf

²⁵ AFD, 2014 Année de l'agriculture familiale. www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PRESSE/Evenements/2014%20annee%20de%20l'agriculture/DP%20AFD%20salon%20agri%20-%20maj%2019%2002%202014.pdf

²⁶ www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/alter-eco-2014-ouverture.pdf

²⁶ Les défis de l'agriculture familiale. Suds en ligne, IRD, www.suds-en-ligne.ird.fr/agriculture/wp-content/uploads/sites/2/Texte-int%C3%A9gral-en-PDF.pdf

Banque mondiale dans son [rapport de 2008](#). Elle permet de réduire la pauvreté aussi bien directement, en augmentant les revenus des agriculteurs, qu'indirectement, grâce aux emplois créés dans le secteur agricole ou dans les filières annexes. Les Nations unies soulignent que « 500 millions de petites exploitations agricoles fournissent jusqu'à 80 % de la nourriture consommée dans les pays en développement. Investir dans ces exploitations constitue donc un moyen considérable d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des plus pauvres [...]»²⁷.

L'agroécologie

L'agroécologie est un ensemble de pratiques agricoles qui cherchent à inscrire la production agroalimentaire dans les cycles naturels, favorisant alors des interactions bénéfiques entre les cultures et l'écosystème (eau, terre, biodiversité). Elle permet d'augmenter à faible coût les rendements, en se basant sur des associations de cultures mutuellement bénéfiques et sur les propriétés de matériaux organiques (compost, fumure, etc.), sans intrants chimiques. Elle protège les sols, encourage la présence d'arbres en milieu agricole et maintient la biodiversité. Une meilleure gestion de l'eau en réduit la consommation et facilite la reformation des nappes phréatiques. Par ailleurs, face aux événements climatiques extrêmes et aux maladies, la diversité biologique permet une adaptation progressive qui rend les cultures plus résilientes. Plébiscitée par les ONG comme par des instances internationales, l'agroécologie pourrait, en étant inscrite dans un système alimentaire²⁸ territorialisé, nourrir la planète.

Il s'agit d'un ensemble de pratiques agricoles qui inscrivent la production agroalimentaire dans les cycles naturels, favorisant alors des interactions bénéfiques entre les cultures et l'écosystème (eau, terre, biodiversité végétale et animale, naturelle et cultivée). Elle augmente les rendements à faible coût, en se basant sur des associations de cultures mutuellement bénéfiques et sur les propriétés de matériaux organiques (compost, fumure, etc.), en limitant fortement, voire en supprimant le recours aux intrants chimiques.

Le saviez-vous ?

En 2014 l'agroécologie est devenue une priorité en France. Elle figure dans la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt²⁹. Cette loi reconnaît le rôle de l'agroécologie pour relever les défis sociaux et environnementaux posés par l'impératif d'une transition écologique. Plébiscitée par les ONG comme par des instances internationales telles que la FAO, l'agroécologie pourrait, inscrite dans un système alimentaire de territoire, nourrir la planète. Mais la transition agroécologique n'est pas simple à mettre en place que ce soit aux niveaux technique, social ou économique. Un appui fort et cohérent des politiques publiques est indispensable. Quand il existe, les résultats sont remarquables.

Source : Ministère de l'agriculture.

Le consommer local à travers des circuits-courts de distribution plus responsables et solidaires

La vente en circuit court se caractérise par l'établissement d'une relation de proximité entre producteurs et consommateurs, avec un nombre d'intermédiaires limités. Plusieurs formes de

²⁷ ONU, Objectif 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger/

²⁸ Définition du Professeur Jean Louis Rastoin : « ensemble de filières agroalimentaires répondant aux critères du développement durable, localisées dans un espace géographique de dimension régionale et coordonnées par une gouvernance territoriale ».

²⁹ www.gouvernement.fr/action/la-loi-d-avenir-pour-l-agriculture-l-alimentation-et-la-foret

circuits courts existent : la vente directe à la ferme (sur l'exploitation du producteur, dans les lycées agricoles), la vente par le producteur sur les marchés locaux où en points de vente collectifs, la vente organisée ou vente au panier soutenue par les Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) en France, le réseau « Agriculture soutenue par la communauté » au Québec, la vente par correspondance (en ligne), etc.

Le commerce équitable fait aussi partie des alternatives. Plus qu'une simple appellation, il s'agit d'un réel modèle économique alternatif ayant pour objectif une transformation profonde et globale des normes et règles du commerce international et un rééquilibrage des rapports de force.

Il ne s'agit pas de prôner une consommation de produits locaux à tout prix, mais bien d'être dans une logique de complémentarité.

Innover et valoriser les savoir locaux pour nourrir la planète

Les systèmes agricoles et alimentaires territorialisés sont encore la règle dans nombre de pays en développement. Mais ils sont en danger en raison de l'influence croissante des multinationales sur les politiques publiques et d'une vision dominante parmi les responsables politiques, faisant de l'agriculture familiale une survivance du passé et de l'agriculture industrielle un modèle d'avenir. Or ces systèmes territorialisés, qui valorisent les savoirs locaux, sont dynamiques et innovants à condition d'être soutenus.

Dans ce cas, ils accroissent et diversifient la production, développent la transformation locale tout en améliorant la qualité des produits. Ils augmentent les revenus des paysans tout en satisfaisant les besoins des consommateurs et en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement.

Dans le monde, des initiatives pour une alimentation plus durable foisonnent. Elles concernent de nouveaux modes de production, de transformation, emballages, lutte contre le gaspillage, de nouvelles formes d'organisation (entreprises sociales et solidaires) et de modes de consommation. Pour certains, ces initiatives sont une rupture avec le modèle existant, mais elles constituent avant tout un premier pas pour une alimentation plus durable. Elles demandent à être soutenues, valorisées et diffusées car il n'existe pas une seule et unique solution mais bien une diversité qui ensemble pourront contribuer à nourrir la planète.

POUR PRÉPARER LE DÉBAT

Profil d'intervenants potentiels

- Elus locaux ;
- Médecins pour montrer les effets de la consommation de produits chimiques à long terme ;
- Enseignants chercheurs, économistes, agronomes ;
- Représentants d'Amap et autres initiatives locales ;
- Représentants de Biocoop, Incroyables Comestibles, et autres alternatives qui contribuent à la relocalisation de l'alimentation, et à l'agriculture durable sur les territoires ;
- Représentants d'initiatives locales d'alimentation responsable et durable en France et à l'étranger répertoriées par l'Observatoire Resolis (Recherche et évaluation des solutions innovantes et sociales)³⁰ ;



Questions d'entrée dans le débat

- Comment contribuer à la relocalisation de l'alimentation ? Comment promouvoir le « consommer local » ?
- Peut-on se fier aux nouvelles technologies pour nourrir la planète ?
- Comment gagner du temps pour redevenir autosuffisant au niveau alimentaire ?
- Comment nourrir la population urbaine ?
- Quelle est la place du bien-être animal dans la production agricole ?
- Faut-il repenser nos modes d'alimentation ? (exemple des insectes)
- Peut-on continuer encore longtemps avec le système agricole actuel ?
- Comment nourrir sainement 10 milliards d'humains ?

Comment agir ici ?

- Responsabiliser les parents sur l'alimentation de leurs enfants ;
- Education à l'alimentation : apprendre à lire une étiquette par exemple ;
- Soutenir les initiatives locales : agriculture urbaine, incroyables comestibles, potager sur les balcons, etc. ;
- Inciter les communes à fournir une alimentation saine et de qualité (notamment dans les écoles) ;

Outils d'animation

- **Jeux** : Jeu du jus d'orange³¹ ou jeu pommique³² : goûter les aliments de différentes qualités ;
- **Animation** : Ateliers cuisine avec des aliments de qualité ;
- **Animation** : Apprendre à cuisiner tout l'aliment ;

³⁰ www.resolis.org/consulter-les-pratiques-locales

³¹ www.alimenterre.org/ressource/jeu-dorange-trame-danimation

³² www.alimenterre.org/ressource/pommes-discorde-jeu-pommique

- **Animation** : Remonter, à partir d'un produit alimentaire, toute la chaîne de production ;
- **Jeu** : Jeu de la ficelle de la viande³³ ;
- **Jeu** : Jeu de la ficelle³⁴ ;
- **Jeu** : « Enquête complot mondial »³⁵, CCFD-Terre Solidaire ;
- **Jeu** : « Le tribunal de l'abominable courgette masquée »³⁶, Quinoa ;

Filmographie

- AITEC, Spéculation sur les denrées alimentaires: pourquoi? qui? comment? En ligne : <https://vimeo.com/30374003>
- Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Produire plus avec moins, Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne. Rome, 2011. En ligne : www.fao.org/ag/save-and-grow/fr/accueil/index.html

Bibliographie

- BOLIS Angela, Dossier : La viande in vitro va-t-elle révolutionner notre alimentation ? Le monde, septembre 2014.
En ligne : www.lemonde.fr/planete/visuel/2014/09/09/la-viande-in-vitro-va-t-elle-revolutionner-l-alimentation-de-l-homme_4484472_3244.html#pezlwdy0wyi1kkx3.99
- BROWNLEE Michael, The Local Food and Farming Revolution, Mars 2010.
En ligne : www.resilience.org/stories/2010-03-09/local-food-and-farming-revolution
- CFSI, Fiche pédagogique ALIMENTERRE - Nourrir les villes : un enjeu pour demain, 2014.
En ligne : www.festival-alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/fiche-pedagogique-nourrir-les-villes-vf-20140922_0.pdf
- KRALAND Stanislas, Agriculture urbaine : ce dont elle est capable (et ce qu'elle ne pourra jamais faire), 2014.
En ligne : www.huffingtonpost.fr/2014/02/22/agriculture-urbaine_n_4831579.html
- MAETZ Materné, La Faim Expliquée.
En ligne : www.lafaimexpliquee.org/La_faim_expliquee/Accueil.html
- MARIE Chloé (FNCivam), Remettre l'alimentation au cœur de l'espace public. In Transrural Initiatives n°434, mars 2014.
En ligne : www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/775_tri_incroyables-comestibles_mars-2014.pdf
- Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Produire plus avec moins, Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne. Rome, 2011.
En ligne : www.fao.org/3/a-i2215f.pdf
- OXFAM, La face cachée des marques. Février 2013.
En ligne : www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/policy_paper/oxfam_la_face_cachee_des_marques.pdf
- YANG Sarah, Can organic crops compete with industrial agriculture? 2014.
En ligne : www.alimenterre.org/ressource/lagroecologie-peut-nourrir-monde

³³ www.alimenterre.org/ressource/jeu-ficelle-viande

³⁴ www.alimenterre.org/ressource/jeu-ficelle-outil-dejouer-assiette

³⁵ http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/jeu_enquete_complot_mondial.pdf

³⁶ www.alimenterre.org/ressource/tribunal-labominable-courgette-masquee

*Le contenu des documents produits pour la Campagne et le Festival ALIMENT**TERRE** relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence Française de Développement, de la Fondation Daniel et Nina Carasso et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio. Il n'engage pas le Comité de relecture et les experts qui l'ont amendé et que nous remercions : Céline Porcheron d'Anis Etoilé, Chloé Landrot de Resolis, Delphine Descamps d'Artisans du Monde, Materne Maetz de la FAO et Timothée Morin de Kurioz.*